

Session Plénière du 4 février 2016

Rapport 16.01.01 Rapport d'Orientations Budgétaires 2016

Intervention Générale

Intervention de Michel CHASSIER (Groupe Front National)

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Le rapport d'orientations devrait comporter, nous l'avons souvent rappelé, des éléments de prospective au-delà de l'année budgétaire, et cette observation vaut d'autant plus que la loi NOTRe donne davantage de contenu aux orientations dans un souci de transparence.

Je comprends bien sûr que ce document ait dû être élaboré dans des conditions particulières, mais nous aurions souhaité un véritable projet de mandature, accompagné par une trajectoire financière.

Nous regrettons de ne pas trouver ces éléments dans votre présentation.

Vous affirmez que « *l'action régionale s'articulera autour des priorités majeures déclinées autour d'un ensemble de mesures nouvelles* », mais nous n'en trouvons pas la traduction au-delà des quelques annonces assez générales, sur lesquelles nous reviendrons.

Mais avant d'aller plus loin, je pense qu'il est nécessaire de rappeler le contexte politique et institutionnel.

En effet, même si le périmètre de notre Région ne change pas, nous voyons bien que nous allons être directement impactés par la création des nouvelles régions.

Quel avenir par exemple pour notre communauté d'université avec Poitiers, Limoges et la Rochelle, que l'Aquitaine veut logiquement regrouper en son sein, voire absorber Orléans-Tours ?

Un deuxième élément important qu'il faut prendre en compte, c'est le message exprimé par les électeurs dans notre Région.

Vous persistez à « *mettre en œuvre le programme sur lesquels les électeurs ont été amené à se prononcer* ».

Or il se trouve que les électeurs se sont prononcés sur ce programme, et au 2^{ème} tour, 64,5 % d'entre eux ne l'ont pas validé, Monsieur le Président, ils ont exprimé d'autres choix, et pas seulement des craintes. Si nous avons gagné plus de 46 000 voix entre les deux tours, c'est bien la preuve qu'il ne s'agit pas d'un vote protestataire, mais bel et bien d'un vote d'adhésion exprimant un désir de changement.

Cela ne vous a pas échappé, puisque vous avez introduit dans votre discours de nouveaux éléments de langage comme la ruralité ou l'égalité des territoires.

D'ailleurs la loi NOTRe avait déjà rebaptisé le SRADDT, devenu SRADDET : le terme d'égalité y a été ajouté. Il faut tout de même se souvenir que lors du débat, nous avons critiqué un schéma déséquilibré et d'ailleurs nous ne l'avons pas voté.

Alors aujourd'hui Monsieur le Président, vous devriez le dire plus fort : le Front National avait raison !

Pour en revenir aux orientations, nous constatons comme le CESER qu'elles sont quasi-identiques à celles de 2015, et comme nous l'avons dit également, qu'elles restent très générales.

Le 1^{er} vice-président, Marc Gricourt indiquait récemment qu'il voulait des « *marqueurs* ». Traduction : pour répondre au message des électeurs, à défaut d'un infléchissement des politiques régionales, il y aura un certain nombre d'annonces.

Mais en dépit de certains affichages ambitieux en matière de formation, d'aides aux PME ou sur la transition énergétique, la réalité ce sont des ressources qui diminuent de près de 15 M€ hors emprunt alors que les dépenses structurelles augmentent.

On nous annonce « *entre 25 et 30 M€ d'économie* » sans préciser comment elles seront obtenues en dehors du montant des achats.

Mais il y aura une limite : nous en sommes déjà au papier-toilette en simple épaisseur, il sera difficile d'aller plus loin !

Plus sérieusement, nous sommes tous conscients de la rigidité de certains postes de dépense : le fonctionnement des lycées, la convention TER, les charges de personnel, sans parler de nos engagements contractuels avec les autres collectivités. Tout cela ne laisse pas beaucoup de marges.

Notre capacité d'investissement, mesurée par l'épargne nette va continuer à se dégrader, et le niveau moyen des dépenses d'investissement sera inférieur à celui de la précédente mandature, malgré un recours plus important à l'emprunt.

Ces orientations ne préfigurent pas un budget d'amorçage des nouvelles politiques de la Région, mais plutôt un budget contraint, sans doute même budget de rigueur

qui n'ose pas dire son nom puisque vous avez laissé entendre, Monsieur le Président, en termes diplomatiques « que le ménage serait fait » dans les structures satellites qui pèsent 25 M€ dans le budget de la région.

Là encore, nous avons raison depuis longtemps, mais à chaque fois que nous avons fait la remarque il nous a été répondu de façon caricaturale que le Front National attaquait la Culture ou le monde associatif, ce qui bien entendu ne correspond pas à la réalité.

Budget contraint mais aussi budget de transition avant les transferts de compétences de la loi NOTRe en 2017.

D'ailleurs la question est de savoir si ces nouvelles politiques seront choisies ou imposées. On le voit en matière de formation, où l'Etat confie aux Régions le pilotage du plan de formation des 500 000 demandeurs d'emploi dont nous reparlerons. Mais avec quels financements ? Les explications fournies lundi lors de la rencontre des présidents de Région avec le Président de la République sont loin d'être claires.

Nous constatons à ce sujet que les propositions du groupe UDC en la matière ne font qu'accompagner celles du gouvernement, ce qui démontre que Guillaume Peltier est Macron-compatible, peut-être même davantage que les membres de votre majorité, ou du moins certains d'entre eux.

Vous parlez d'une « *année offensive* », de « *grands chantiers* » et de « *l'ambition d'un nouveau modèle de développement* », alors que les recettes diminuent, et que notre Région arrive à l'avant-dernier rang pour le montant des dotations de l'Etat dans le cadre du CPER 2015-2020 !

Et une révision de ce plan semble difficile au moment où l'Etat devra accompagner la mise en place des nouvelles régions.

Quant aux fonds européens, il ne faut pas se leurrer : la Région est désormais en charge de l'instruction des dossiers, mais le centre de décision reste à Bruxelles et nous demeurons bel et bien sous tutelle, contraints par les objectifs qui nous sont imposés de manière tatillonne et au mépris du principe de subsidiarité. Nous pouvons noter sur ce point la parfaite identité de vue entre votre majorité et l'Union de la Droite et du Centre.

Nous voulons rappeler aussi que le développement économique ne se décrète pas, et que la relance par la dépense régionale n'est pas une solution, surtout à l'échelle de la Région et financé par un recours excessif à l'emprunt. Là encore, c'est ce qui nous distingue de votre majorité et de l'autre formation d'opposition.

Il est donc difficile de débattre sur un rapport qui ne comporte pas de véritables propositions et pratiquement aucun chiffrage.

Par conséquent nous n'allons pas dès aujourd'hui présenter notre programme de mandature. Certains semblent ne pas avoir compris que la campagne électorale est terminée et qu'il faut se mettre au travail.

Certes vous ne représentez pas la majorité des électeurs de la Région, mais vous avez la majorité dans cette assemblée en raison du mode de scrutin institué en 1999 pour faire barrage au Front National.

Et comme nous sommes des élus tout aussi républicains que ceux qui en revendiquent l'exclusivité, nous respectons les institutions.

Notre groupe représentera une opposition sérieuse et constructive, nous serons présents sur tous les dossiers et nous saurons faire des propositions le moment venu.

Nous avons déjà démontré lors de la précédente mandature que nous étions capables de donner des réponses claires, nous avons régulièrement déposé des amendements crédibles, équilibrés, qui ne remettaient pas en cause les grandes orientations, car bien sûr dans l'opposition nous ne prétendons pas fixer le cap de la Région, ce qui est le rôle de l'exécutif.

Nous ne sommes dans cette assemblée pour faire des coups d'éclats comme certains qui soignent leur communication devant les médias avant de pratiquement tout voter dans le huis clos de la commission permanente.

Notre assemblée demande davantage de sérieux. Nous démontrerons, dans l'opposition, que nous sommes des élus compétents, responsables et que les électeurs pourront demain nous confier les commandes dans une France apaisée.

Nous serons soucieux de l'égalité des territoires, dont l'Etat devrait rester le garant, alors qu'elle est mise à mal par l'organisation d'une concurrence entre les Régions, à laquelle vous faites allusion dès les premières lignes de votre introduction.

Nous jouerons aussi pleinement notre rôle d'opposants dans le contrôle de l'utilisation des deniers publics, en vérifiant la pertinence et l'efficacité des politiques, des aides et des subventions, en demandant les évaluations nécessaires, que nous jugeons actuellement insuffisante. C'est une autre façon aussi de faire des économies et d'être plus efficaces.

En conclusion, les orientations proposées nous paraissent trop générales pour y voir un véritable projet, trop peu chiffrées pour nous prononcer sur des arbitrages et surtout elles ne nous semblent pas répondre au message envoyé par les électeurs, ni aux grands défis qui nous attendent.

Je vous remercie.